

Maroc : Vers une nouvelle vague révolutionnaire ? Les ingrédients d'une crise politique majeure s'accumulent

mercredi 14 juin 2017, par [CHAWQUI Lotfi](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2017).

Sommaire

- [Vers une crise de l'hégémonie](#)
- [L'échec politique du pouvoir](#)
- [Le HIRAK Et le M20F](#)
- [Enjeux et défis de phase \(...\)](#)
- [Rassembler la gauche de \(...\)](#)

De la journée du 18 Mai à la manifestation nationale du 11 juin, la situation sociale et politique est marquée par l'accélération des contradictions. Le pouvoir est réellement mis en difficulté et les ingrédients d'une crise politique majeure s'accumulent.

Vers une crise de l'hégémonie du pouvoir

Face à la profondeur de la mobilisation populaire dans le Rif, le pouvoir a cherché à la diviser et à l'isoler sans succès réel. Il espérait que le temps jouerait en sa faveur et que le mouvement faute de débouchés, s'épuiserait de lui-même. La contestation dévoile une crise profonde de la façade démocratique, de ses relais institutionnels, des dispositifs hégémoniques des dominants :

- Les partis du système, associés à la gestion d'un système clientéliste, répressif et corrompu, sont discrédités. Le système politique officiel est contesté dans les urnes par un boycott massif et dans la rue. Les péripéties qui ont accompagné la formation du nouveau gouvernement, loin des résultats des urnes exprimées dans le cirque électoral de novembre 2016, ont fait la démonstration que les partis ne sont rien d'autre que des exécutants dociles, l'antichambre du clientélisme et des gratifications royales. Il n'y a même plus de forces politiques du système qui peuvent vendre la possibilité de réformes dans le cadre de la continuité, à l'instar du PJD il y a quelques années ou avant eux de l'USFP. La monarchie a épuisé ses médiations à force de domestiquer le champ social et politique en ne lui laissant aucune autonomie.

- Ce n'est pas un hasard si le mouvement actuel refuse de négocier sans conditions et s'adresse directement à la monarchie. Ce qui est mis au-devant de la scène, c'est le dévoilement de la façade : le monarque est le pouvoir réel. Une nouvelle séquence, en termes d'horizon politique, commence à être posée et qui aura un effet majeur sur les perspectives d'ensemble, quelle que soit l'issue de cette lutte. Lorsque les demandes sociales et démocratiques sont adressées directement à la monarchie qui n'a même plus de fusible à présenter, elle devient la cible potentielle. Ce qui est nouveau ou du moins se manifeste avec une nouvelle ampleur, c'est la combinaison de la crise sociale et de la crise politique.

- Autre fait qui a son importance symbolique et politique. La vague de répression actuelle a été initiée après l'interruption du prêche d'un imam officiel qui a tenu un sermon contre le Hirak. Nasser Zefzafi posait la question de savoir si « les mosquées sont la maison de dieu ou celle du makhzen ? » suivi par un mouvement de boycott des mosquées du pouvoir. C'est sans doute la première fois que la contestation

s'imisce sous cette forme dans l'un des dispositifs les plus ancrées de la légitimation pré-moderne de la monarchie (où le roi s'affirme comme « commandeur des croyants »). Par ailleurs, le discours de la contestation puise, non pas dans les référents théologiques de l'islam politique organisé ou d'Etat, mais dans les ressorts culturels de l'islam populaire mis au service des luttes sociales et démocratiques. Il s'agit d'un discours politique laïc dans son contenu social et démocratique et les explications rationnelles des motifs de la lutte, mais qui s'irrigue en partie de la religion comme culture et langue intégrée dans le vécu populaire. Cette symbiose est corrosive pour le pouvoir. C'est donc autant les éléments de légitimité moderne de la façade démocratique que traditionnelle qui sont fissurés par la contestation actuelle.

- L'autre bras du système, la répression organisée ou la menace de son emploi, produit un effet contraire. La peur du makhzen a largement reculé. Réprimer frontalement, provoquer un massacre, c'est prendre le risque d'un embrasement général et l'effondrement de la façade démocratique. La monarchie deviendrait la cible directe. L'image d'un royaume stable sur l'échiquier régional, « en transition démocratique », en mesure de respecter, dans un contexte de paix sociale, les conditions exigées par le FMI et les multinationales, volerait en éclat. Les ressources externes à la reproduction de la domination sur le plan interne se trouveraient considérablement affaibli, voire remises en cause en se combinant à des processus ouverts de délégitimation interne.

- Le système témoigne d'une faiblesse grandissante. La nature même de la propagande contre le Hirak est révélatrice : la théorie du complot légitime la répression et révèle que face aux tensions sociales, le pouvoir ne véhicule plus la promesse d'un changement social et d'une auto réforme. Le mythe d'une unité nationale menacée sonne creux tellement les injonctions sont multiples : un jour le mouvement serait à la botte des services secrets algériens, un autre il serait financé par le Polisario, une autrefois des accointances existeraient avec le chiisme sur fond de lourds motifs d'inculpation et de suspicion. Ce discours de fabrique de l'ennemi intérieur se nourrit d'une réactivation d'un racisme culturel latent. Le pouvoir en crise n'incarne plus un idéal type qui permet une identification positive permettant de temporiser les attentes qui émergent de la société. Les illusions tombent.

- Il a perdu la bataille de la communication. On ne peut plus étouffer à l'heure des réseaux sociaux la réalité de la contestation et de sa parole. Les medias aux ordres ne sont plus en mesure d'invisibiliser et de détourner le sens des révoltes populaires et quand ils le font, ils renforcent la conviction que ce système n'est pas prêt au dialogue, ni à se réformer, parce qu'il ment et le mensonge est disséquée, analysée, contestée donnant des raisons supplémentaires à la détermination d'en finir avec lui.

L'échec politique du pouvoir

- La vague répressive qui a suivi le 26 Mai a visé le noyau dur de la direction du Hirak espérant ainsi désorganiser le mouvement. Cette stratégie ne marche pas :

a) Le Hirak a fait émerger une nouvelle direction civile organiquement liée au mouvement de contestation car il a produit une large couche de militant-es anonymes ayant fait leurs armes dans l'expérience de masse de la confrontation avec le pouvoir. Signe de l'enracinement de la protestation même si celle-ci devient plus difficile

b) La contestation s'est enracinée dans une activité quotidienne. Elle a également stimulé la solidarité dans tout le pays et le début d'extension géographique au-delà du Rif.

c) La répression a fait émerger dans la lutte un mouvement de femmes à l'avant-garde du combat pour la libération des détenus mais aussi comme acteur dans la mobilisation.

d) Il n'y a aucun changement au niveau des exigences du Hirak. C'est l'ensemble des revendications portées depuis plusieurs mois qui constituent le socle de la lutte. La question de la libération des détenus porte à un niveau supérieur la combinaison de la lutte pour la liberté politique et la satisfaction des revendications sociales.

e) Le dialogue est toujours refusé pour les mêmes (bonnes) raisons : tant qu'il n'y a pas de libération de tous les détenu-es, la levée de la militarisation, la reconnaissance des représentant-es décidés par le Hirak lui-même. Pas plus qu'il ne s'agit d'un dialogue en échange de l'arrêt de la mobilisation ou avec les personnages de la façade ou pour des objectifs contraires à la satisfaction des revendications assorties de mécanismes de garanties et de contrôle

Le pouvoir a été mis en échec sur le plan politique. Entre le 18 mai et le 11 juin se sont succédés les appels de solidarité alors que le niveau de répression dans le RIF a imposé une chape de plomb. Celle ci vise à rendre impossible tout rassemblement ou manifestation massive et empêcher une activité de masse quotidienne. Tout en continuant la vague d'arrestation des animateurs de la mobilisation (plus de 120 aujourd'hui). Les mobilisations dans le reste du pays ont également été fortement réprimées. C'est dans ce contexte que l'appel à une initiative centralisée à rabat a vu le jour avec pour slogan fédérateur « Nous sommes un seul pays, un seul peuple, Tous contre la Hogra ».

Cette initiative a été soutenue par un arc de force assez large regroupant des secteurs militants du mouvement social, la gauche non gouvernementale, les forces de la gauche radicale, l'opposition islamiste indépendante, les associations des droits de l'homme, les coordinations locales de soutien au RIF, les courants amazighs. Son objectif était de contrer la propagande du pouvoir contre le prétendu séparatisme, de situer le terrain du conflit sur le refus de la Hogra et des questions sociales, d'apporter une solidarité à la mobilisation du rif et d'exiger la libération des détenus et l'arrêt de la répression. Mais derrière ces objectifs, il s'agissait aussi de vérifier les possibilités de la construction d'un mouvement au niveau national. Malgré le contexte du ramadan, La manifestation ouverte par le comité des détenus des familles du Rif fut un véritable succès avec une participation de 100 à 150000 manifestants.

Comme lors du M20F, les organisations n'apparaissent pas en tant que telles, même si on pouvait signaler l'imposante démonstration de force d'Al adl wal ihsanne. Mais l'essentiel est dans le fait que cette initiative a pu unifier les slogans sur des bases progressistes de revendications des droits pour tous et toutes contre la hogra et la repression. Elle annonce la constitution d'un front pour la défense des libertés, de la dignité et la justice sociale comme l'affirme son communiqué final, s'engageant dans toutes les régions du pays à construire les mobilisations. En tout état de cause, le pouvoir est maintenant confronté à deux processus qui doivent se combiner : le maintien de la résistance populaire dans le rif, le réveil social et démocratique dans les autres régions du pays.

Le HIRAK Et le M20F

- Nombre de manifestant-es actuell-es, slogans et le recul de la peur sont liés à l'expérience de 2011. Mais la comparaison s'arrête là. L'inquiétude du pouvoir n'est pas seulement que le Hirak puisse inciter d'autres populations à revendiquer mais que se cristallise une nouvelle vague révolutionnaire portée, cette fois ci, par un mouvement populaire sans médiations , sans revendications gérables pour le système, sans cibles secondaires ou dérivatifs, plus articulé à la population et aux urgences sociales dans leur globalité. Ce qui se profile est un mouvement qui tire sa légitimité et sa radicalité de la lutte pour mettre fin aux politiques d'austérité et à la militarisation et répression. Lorsque les demandes sociales sont traduites en revendications concrètes et claires, nul alchimie et tour de passe-passe électorale ou constitutionnel ne peut y répondre. Lorsque la lutte exige la fin de la militarisation, elle va plus loin que le dispositif en vigueur, elle touche l'architecture interne de l'appareil répressif et un système basé sur la violence de l'état. Quand la lutte exige la fin du règne de l'austérité, de la Hogra et de la répression, elle trace des lignes de fracture avec l'ordre établi qui ne peuvent être désamorçés sur le champ institutionnel.

- Le pouvoir ne peut satisfaire les revendications. Le faire, c'est indiquer que par la lutte collective, il est possible de gagner. Le faire suppose une réorientation globale des politiques publiques. Une équation impossible pour le pouvoir associé organiquement à un capitalisme patrimonial fondé sur la dépossession continue, la dépendance et l'impunité économique de la caste dirigeante. La situation est telle, que de simples concessions minimales ou formelles, ne serait-ce que pour gagner du temps, relève maintenant

d'une inefficacité politique. Car des secteurs de la population ont aussi assimilé l'expérience du 20 février et de sa suite. Les concessions accordées sont faites pour être reniées. Les changements constitutionnels ou du personnel politique, les élections ne changent rien au rapport de l'Etat à la société. Le dialogue social c'est échanger la lutte contre une promesse qui n'aboutit jamais. D'une certaine manière, le pouvoir a fait trop peu ou trop tard. [1] Sa stratégie de concessions partielles, de récupération/neutralisation des directions, d'éparpillement des revendications, sa guerre d'usure est sans effet.

Par bien des aspects, le Hirak est un mouvement plus radical que le M20F. Il faut saisir la dynamique de lutte comme un processus ouvert de radicalisation qui, de la défense des questions sociales et démocratiques élémentaires en vient à contester progressivement la gestion sécuritaire et politique de ses demandes et de ses donneurs d'ordre. Ce qui nourrit cette radicalisation ce ne sont pas des mots d'ordre politiques centraux mais la contradiction concrète entre les revendications portées et la nature répressive et antipopulaire du pouvoir dans un contexte d'affrontement de masse qui passe par des phases multiples. Nous sommes loin de la simple revendication de la justice pour Fikri et le combat aujourd'hui est global bien que limitée par la situation d'isolement de la région. Dans ce contexte comment poser la question de la construction d'un mouvement populaire global ?

Enjeux et défis de phase qui s'ouvre

La possibilité qu'émerge une dynamique nationale victorieuse nécessitera d'éviter les pièges et la répétition des erreurs ou limites du M20F :

- Il s'agit de mettre en cœur de la mobilisation les urgences sociales et démocratiques concrètes, de décliner la lutte contre la Hogra sur le plan local. En somme de combiner la défense des droits fondamentaux (« la fin du règne de la prédation de l'austérité de la hogra et de la répression ») en les associant aux besoins concrets et préoccupations immédiates des masses populaires.
- De refuser les mots d'ordres qui canalisent la lutte populaire vers des objectifs constitutionnels (une constitution démocratique ou une monarchie parlementaire) ne traduisant pas concrètement, à cette étape, la nécessité de se mobiliser et d'en finir avec le makhzen de la prédation et de la répression, de répondre aux urgences sociales, et qui diviserait le mouvement sur la nature des « solutions politiques ».
- De refuser les officines politiques, les pseudos dialogues avec les marionnettes du pouvoir, les médiations et relais du système. Les demandes sociales et démocratiques doivent être orientées vers le pouvoir réel et les véritables centres de décisions à l'image des exigences du Hirak dans le Rif.
- De structurer le mouvement à travers à des fronts de lutte locaux qui ne se résument pas à un cartel d'organisations ou des réseaux militants. Il s'agit d'avancer vers des cadres de mobilisation de masses, d'unité d'action populaire, réellement participatifs et inclusifs, vers un mouvement structuré par en bas, qui ne dépende pas de l'agenda des organisations, mais développe ses propres forces et directions de luttes. Cet enracinement populaire et local, où ceux et celles qui luttent, élaborent leurs revendications et dirigent leur lutte, est la condition d'une représentation organique du mouvement, y compris à l'échelle nationale. C'est ce processus qui permettra de massifier la mobilisation et de maintenir l'unité des forces qui luttent réellement pour le changement. Sans la prise en compte de cette dimension, c'est rester à une vision des rapports entre mouvements sociaux/populaires et forces politiques, contestable, historiquement dépassé et qui constitue un problème et non pas un début de solution.
- De développer et élargir l'unité , en incluant d'une manière stable les différents mouvements sociaux et les secteurs syndicaux sans attendre l'aval des bureaucratie ou leur bon vouloir pour donner consistance à un véritable front social, démocratique et populaire tournée vers l'action. L'unité en ce qui concerne les forces politiques doit être sans exclusive mais sans concessions sur le fond : 1) l'unité pour la défense des revendications sociales et démocratiques immédiates de l'ensemble du peuple sans restreindre la lutte actuelle à des objectifs limités : libération des détenus, arrêt de la répression, solidarité avec le Rif. 2)

l'unité sur la nécessité de construire un rapport de force sur la durée par les mobilisations jusqu'à la satisfaction des revendications. 3) l'unité sur la nécessité de respecter l'indépendance organisationnelle du Hirak, des mouvements populaires et de leurs structures propres.

- L'enjeu est de surmonter les inégalités de rythmes, la diversité des configurations sociales et culturelles, faire face aux manœuvres du pouvoir, imposer le droit de manifestation. Mais si des « temps forts » nationaux sont nécessaires, nous ne pouvons oublier une leçon du M20F : des manifestations massives et régulières ne suffisent pas à déplacer le rapport de force. Il nous faudra, chemin faisant, développer des formes de luttes qui impulsent la désobéissance généralisée, les occupations des espaces publics, les arrêts et grèves sur les lieux de travail.

- Il y a également un enjeu de solidarité internationale. Si la lutte du Rif a une relative visibilité médiatique sur le plan international, l'axe essentiel ne peut se réduire à mobiliser les communautés immigrés, les réseaux militants marocains existants, il faut mener une bataille de longue haleine et publique, visant à inclure les forces progressistes des pays en question, dans le soutien concret au combat populaire et contre les complicités des Etats avec le pouvoir en place. Il s'agit de traquer le régime au niveau de ses appuis internationaux étatiques, de construire un courant d'opinion publique solidaire, de briser l'image d'un roi moderne qui camouffle une tyrannie réelle et un système maffieux.

Rassembler la gauche de lutte

Dans l'ensemble de cette séquence, Les courants de la gauche radicale et de lutte devraient s'unir sans préalables ou conditions. Cette unité ne peut se limiter à se coordonner ponctuellement dans des initiatives conjoncturelles de soutien à la mobilisation. L'enjeu est que se développe une expression politique commune permanente dans les batailles explicites ou implicites à venir et autour de quelques repères fondamentaux : aucune solution aux revendications populaires n'est possible sans une large mobilisation unitaire et combative, sans la perspective d'un affrontement majeur avec le pouvoir de la minorité maffieuse et prédatrice, sans mettre fin au makhzen et à toutes ses institutions. Nul ne peut se substituer au peuple et aux exploités dans la lutte pour la justice sociale, la dignité et la liberté ou décider à leur place ou parler en leur nom. Nous luttons pour que le mouvement populaire se représente lui-même, construit ses organes de lutte et de décisions en toute indépendance du pouvoir, ses relais et des partis, et mène la lutte jusqu'au bout pour la fin du règne de l'austérité, de la Hogra et de la matraque. Qu'ils soient organisés ou non, il s'agit de rassembler tous ceux et celles qui luttent pour une société sans discrimination et oppression, tournée vers la satisfaction des besoins sociaux, les libertés collectives et individuelles, des droits pour tous et toutes et l'égalité effective, tous ceux et celles qui luttent pour une autodétermination démocratique et sociale du peuple, une répartition égalitaire des richesses, pour agir ensemble, ici et maintenant. Quelque soient les différences passées ou actuelles, l'émergence d'un pôle dans la lutte clairement progressiste et radical est un atout pour la défense des intérêts généraux des classes populaires, la dynamique de la mobilisation, et la construction à terme d'une alternative politique plus crédible.

Cette unité ne signifie pas masquer nos différences, mais à partir d'un socle commun défendue publiquement, nous pouvons les discuter sereinement, en partant des enjeux concrets et possibilités de la lutte. Nous ne pouvons prétexter la présence massive de AWI et de tactiques différentes vis-à-vis de ce courant pour paralyser l'expression collective, unitaire et indépendante de la gauche de lutte et les possibilités d'interventions communes. Nous ne pouvons non plus nous borner à construire des cartels d'organisations alors que l'enjeu pour une victoire réelle est que naisse un mouvement de masse indépendant, auto organisé, coordonné démocratiquement et qui compte sur ses propres forces. La gauche de lutte doit s'appuyer avant tout sur le peuple et les catégories populaires qui restent aujourd'hui majoritairement peu ou pas organisées. C'est aussi cela la leçon du Rif. La gauche de lutte doit aider que s'exprime une radicalité, non pas minoritaire mais de masse, évitant le piège de ceux, qui affolés devant les batailles qui peuvent venir, cherche encore une fois les compromis qui donneront une bouée d'oxygène au pouvoir actuel et à la perpétuation de la situation telle qu'elle est. C'est aussi cela la leçon du Rif. La gauche de lutte doit aider à ce que s'affirme un combat global qui vise à obtenir la victoire, loin des

stratégies de pression, de calculs tactiques et de démonstration de force où se marchandent d'éventuels compromis ou retrait de la lutte demain. En tout état de cause, ne répétons pas l'erreur du M20F où les courants militants politiques et sociaux de la gauche de lutte sont entrés dans la bataille en rang dispersés et divisés, sans capacité de peser dans l'élargissement aussi bien du rapport de force que des perspectives d'émancipation sociale et démocratique. Notre responsabilité est collective et elle est clairement engagée vis-à-vis de notre peuple. La gauche réelle en sortira renforcée et reconnue où durablement défaite.

Chawqui Lotfi

P.-S.

* <http://taharour.org/?maroc-vers-une-nouvelle-vague-revolutionnaire>

Notes

[1] L'envoi d'une délégation interministérielle après la manifestation du 18 mai supposée faire la démonstration que le gouvernement cherche des solutions a été accueillie comme il se doit. Un ouvrier du port de Hoceima a expliqué au ministre de l'agriculture et de la pêche, qu'il n'avait pas le temps d'écouter (ses balivernes). Le ministre de l'éducation a été accueilli par des manifestations, les étudiants l'obligeant à se présenter au milieu d'eux et à répondre à leurs interventions, le faisant quitter précipitamment les lieux. Le ministre de l'intérieur visitant une zone marquée par un conflit issue de l'expropriation de paysans dans la province de Hoceima , a été encerclé par les habitants devant son refus de s'expliquer devant eux tous, en plein air et face aux médias. Les habitants ont bloqué aux milieux de slogans son hélicoptère pendant deux heures. Ces faits peuvent apparaitre anecdotiques mais révèlent un fait : la fracture entre les élites et le peuple, le recul de la peur, l'insolence rebelle des pauvres quand ils ont conscience de leurs droits.